

2007-2008

Discours du budget
des Territoires du Nord-Ouest

présenté par

l'honorable Floyd K. Roland,
ministre des Finances

**Cinquième session de la
Quinzième Assemblée législative
des Territoires du Nord-Ouest**

Le 08 février 2007

Introduction

M. le président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter aujourd'hui le budget 2007-2008 du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. J'aimerais saisir cette occasion pour remercier tous les députés de cette Assemblée législative qui ont participé, individuellement et collectivement, aux travaux du Comité permanent pour contribuer à l'élaboration de ce budget.

Il s'agit du dernier budget de la 15e Assemblée. Cela en fait un moment idéal pour procéder à une brève récapitulation de ce que nous avons accompli collectivement au cours des trois dernières années. Mais il est peut-être encore plus important de se pencher sur l'avenir... avec optimisme et confiance, et en comprenant bien que les prochaines années représenteront un tournant décisif dans l'histoire de notre territoire.

À titre de député et de ministre des Finances, j'aimerais commencer par souligner que je suis fier de ce que cette Assemblée a accompli. Nous avons mis en place de saines politiques budgétaires, nous avons judicieusement investi dans l'infrastructure et nous avons pris d'importantes mesures pour améliorer les services de soins de santé et pour veiller à ce que les jeunes Téois reçoivent l'éducation dont ils ont besoin. Nous avons travaillé avec acharnement pour bâtir notre économie et soutenir les communautés, les familles et les particuliers à l'échelle tout entière du territoire.

Notre économie a connu une croissance à un rythme plus rapide que celui du reste du Canada. Les emplois en plus grand nombre et plus intéressants se traduisent par des revenus plus élevés pour les résidents des Territoires du Nord-Ouest. Les décisions importantes que nous avons prises contribueront à bâtir un meilleur avenir pour notre population. Elles vont nous permettre de continuer à réaliser notre vision, à savoir « Des individus et des familles autonomes se partageant bénéfices et responsabilités, au sein de communautés épanouies, dans des Territoires du Nord-Ouest prospères et unis ».

Mais ne vous méprenez pas. Les défis qui restent à relever sont considérables. Et la dure réalité est que notre territoire ne peut les relever à lui seul. Nous ne pouvons pas non plus obtenir les avantages durables que les nouveaux débouchés économiques peuvent nous rapporter à moins que ne soient résolus certains problèmes de longue date avec le gouvernement fédéral.

L'été dernier, la visite du premier ministre Harper à Yellowknife nous a donné beaucoup d'espoir, quand il a repris plusieurs idées que nous avançons depuis des années. Il a demandé qu'on mette fin aux politiques paternalistes du passé. Il a juré de se faire le champion de notre cause à Ottawa et à l'échelle du Canada. Il a reconnu que, dans le passé, Ottawa a tout autant facilité que freiné le développement du Nord. Et il a souligné que, quand le développement se matérialisait, Ottawa était au premier rang pour glaner la plupart des revenus. Il s'est engagé à conclure une nouvelle entente sur le partage des

revenus de l'exploitation des ressources lors des négociations sur la formule de financement des territoires et a reconnu que, si notre territoire doit assumer plus de responsabilités et avoir plus d'emprise sur son destin, nous avons besoin, à l'évidence, de plus de revenus.

Nous avons entendu de tels discours d'appui et d'espoir pendant plusieurs années, accompagnés de la promesse d'agir pour le bien des Territoires du Nord-Ouest. Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a l'intention de présenter au Cabinet fédéral une proposition visant à augmenter notre limite d'emprunt. Il a aussi indiqué qu'il proposera des solutions portant sur des arrangements visant une formule de financement des territoires renforcée et axée sur des principes lors du prochain budget fédéral. Nous surveillerons le tout de près pour veiller à ce que, cette fois-ci, les promesses se concrétisent.

M. le président, nous avons déjà entendu ce discours encourageant. Nous avons pour but commun de voir les Territoires du Nord-Ouest devenir un membre autonome et cotisant de la fédération canadienne. J'ai la ferme conviction que c'est aussi ce que les Canadiens veulent. Et pourtant, nous n'avons pas vu de mesures concrètes sur ce qui permettrait vraiment d'en faire une réalité. C'est-à-dire, conclure un accord sur le partage des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles pour bâtir un territoire fort et prospère.

Comme un grand nombre de résidents du Nord, l'impatience me gagne de plus en plus par rapport au manque de progrès réel et tangible sur un enjeu absolument aussi vital pour l'avenir de notre territoire. Et, franchement, le temps commence à manquer. Nous savons que les Territoires du Nord-Ouest sont sur le point de connaître une croissance économique colossale. Cette année, les travaux de préparation à l'exploitation de la troisième mine de diamants seront terminés et deux autres mines, l'une de diamants et l'autre d'or, sont prêtes à passer l'examen réglementaire. Nous sommes confiants que les examens nécessaires du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie seront terminés et que le projet ira de l'avant. Il en résultera une croissance économique sans précédent au territoire... et la possibilité, pour nous, de tenir notre promesse d'une population autonome et de réaliser notre potentiel à titre de partenaires égaux et à part entière de ce pays.

Cette possibilité et ce potentiel sont à notre portée... mais seulement si nous sommes prêts. Seulement si nous avons les outils appropriés en place, dont les accords pertinents avec le gouvernement fédéral qui nous permettront de tirer profit de cette possibilité et de la transformer en un avantage durable pour les résidents, les familles et les communautés à l'échelle de notre territoire et pour le reste du Canada.

Cet automne, j'ai eu la chance de parler de ces questions avec un groupe de personnes, à Yellowknife ainsi qu'à Inuvik. Ces deux discussions en table ronde s'inscrivaient dans notre engagement à élaborer un carnet de route macroéconomique pour l'avenir des Territoires du Nord-Ouest. Les discussions ont mis en évidence plusieurs problèmes que nous devons résoudre. Mais ce qui m'a le plus frappé est le sentiment que nous avons besoin d'être prêts. Prêts à anticiper et à gérer les répercussions de la croissance. Prêts en matière de compétences et de formation dont les Ténos ont besoin pour tirer parti de la gamme de nouveaux emplois qui découleront de la croissance économique. Et prêts à

en tirer plus d'avantages durables, pour que cette croissance ne devienne pas l'un de ces cycles d'expansion et de ralentissement que nous avons tous vécus dans le passé.

C'est pourquoi j'estime que les prochaines années seront un tournant décisif et un test pour nous tous. Nous avons devant nous une conjoncture favorable pour nous préparer au boum économique. Grâce aux outils et aux investissements appropriés maintenant, nous pouvons tirer parti des débouchés qui se présenteront plus tard. Nous pouvons transformer les Territoires du Nord-Ouest en une importante force économique agissante, non seulement pour le Nord, mais pour tout le Canada. Et, plus important encore, nous pouvons veiller à ce que les avantages de la croissance économique bénéficient d'abord et avant tout aux résidents du Nord, non seulement dans l'immédiat mais aussi pour les générations futures, pour vos petits-enfants et les miens.

Rétrospective

En gardant ce contexte à l'esprit, j'aimerais prendre quelques minutes pour mentionner les points saillants de ce que les députés de cette Assemblée législative ont accompli au cours des trois dernières années.

En 2005, nous avons mis en œuvre notre politique de gestion responsable des finances. Celle-ci nous engageait à gérer nos ressources financières de façon saine et prudente et à investir de façon judicieuse pour combler les besoins actuels et futurs. Elle continue d'orienter nos actions aujourd'hui. Cette approche responsable en matière de finances a aussi eu comme retombée tangible d'obtenir une cote de crédit favorable de Aa3 de la part de Moody's Investors Service. Cette cote est récemment passée au niveau encore plus favorable de Aa1.

Durant les trois premières années du mandat de ce gouvernement, nous avons augmenté le financement de programmes sociaux de plus de 94 millions de dollars, dans les domaines de l'éducation, des services de santé et des services sociaux, du logement et de la justice. Cela nous a permis :

- ◆ d'augmenter le nombre de médecins et d'infirmiers et d'améliorer les services de santé;
- ◆ de renforcer les programmes scolaires et les services aux élèves;
- ◆ de renouveler le mandat de la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest; et
- ◆ d'entamer un examen exhaustif des programmes de sécurité du revenu.

Nous avons aussi fondamentalement modifié le rôle des administrations municipales, grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre du nouveau pacte pour les municipalités, lequel attribue la responsabilité des décisions communautaires aux parties véritablement concernées, c'est-à-dire au sein des communautés et auprès des personnes directement impliquées et redevables.

Nous avons consacré nos efforts à la réalisation d'une croissance économique durable et à un soutien équilibré aux projets d'exploitation des ressources naturelles à grande échelle, assortis d'un engagement ferme à l'égard des petites entreprises et des activités économiques à caractère traditionnel, plus particulièrement :

- ◆ Nous avons mis sur pied le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, pour mieux cibler nos efforts en matière de croissance économique durable.
- ◆ Nous avons consolidé notre soutien aux petites entreprises, grâce à l'établissement de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest.
- ◆ Nous avons conclu les accords socioéconomiques nécessaires aux projets du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de la société DeBeers au lac Snap, pour garantir des possibilités d'emploi et de débouchés commerciaux dans le Nord.
- ◆ Nous avons augmenté les fonds pour le tourisme, l'artisanat et les secteurs traditionnels de l'économie.

Nous avons également veillé à ce que la protection de l'environnement continue à être une priorité de notre gouvernement. À cette fin :

- ◆ Nous avons formé le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, pour mieux cerner le rôle du gouvernement en matière de gérance environnementale.
- ◆ Nous avons mis sur pied un programme de recyclage de contenants de boisson.
- ◆ Nous avons fait des progrès au sujet de la législation sur les espèces en péril, avec un avant-projet de loi prévu pour la fin du mandat de la 15^e Assemblée.

Au cours des trois dernières années, près de 300 millions de dollars ont été affectés à des dépenses en capital. Il s'agissait de fonds essentiels pour des routes d'hiver, des projets de construction de ponts et de revêtement de chaussée, de même que des projets de construction ou de rénovation d'écoles dans neuf communautés.

M. le président, tous les députés de cette Assemblée peuvent être fiers de ce que nous avons accompli. Les investissements que nous avons effectués et les mesures que nous avons prises au cours des trois dernières années ont incontestablement profité aux résidents et aux communautés de toutes les régions de notre territoire. Et j'estime que ces avantages ne feront que croître au cours des prochaines années.

Points saillants du budget 2007-2008

L'un des défis les plus importants par rapport à notre réussite est que nous devons continuer sur cette voie. Cela signifie que nous n'avons pas le temps de souffler, de nous féliciter et de penser en avoir terminé avec le travail. En fait, le travail ne fait que commencer.

Notre défi est d'utiliser nos réussites, de bâtir sur cette fondation solide, de faire les investissements stratégiques judicieux et de positionner les Territoires du Nord-Ouest pour qu'ils connaissent un avenir florissant et plus prospère.

À cette fin, je vais maintenant présenter les points saillants de notre budget.

Selon l'information actuellement disponible, nous prévoyons un excédent de fonctionnement de 46 millions de dollars pour l'exercice 2006-2007. Cela reflète l'approche responsable en matière de finances que ce gouvernement et cette Assemblée législative ont adoptée, une approche qui nous permet de nous acquitter, durant le présent exercice, de notre obligation de repayer 290 millions de dollars en impôts sur les sociétés, en raison de versements excédentaires que notre gouvernement a reçus il y a plusieurs années du gouvernement du Canada. Grâce à notre planification prudente des recettes fiscales, nous avons la majeure partie des fonds nécessaires pour repayer cette somme, tout en devant emprunter seulement huit millions de dollars à la fin de l'exercice, pour acquitter le solde.

Pour l'exercice 2007-2008, nous estimons que nos recettes totales s'élèveront à 1 milliard et 231 millions de dollars, soit une hausse de 4,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Même si nous ne connaissons les montants définitifs avec certitude que lorsque le budget du gouvernement fédéral sera déposé, le ministre des Finances du gouvernement fédéral a garanti que la formule de financement des territoires ne sera pas inférieure à 764 millions de dollars pour l'exercice 2007-2008. Comme je l'ai mentionné auparavant, nous nous attendons à ce que le prochain budget fédéral comprenne des propositions décrivant les nouveaux arrangements de la formule de financement des territoires.

En matière de dépenses, le budget 2007-2008 comprend une augmentation nette de 89 millions de dollars, une hausse de 8,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Cela comprend 55 millions de dollars pour assumer les coûts plus élevés des programmes sociaux et du carburant, pour maintenir le niveau concurrentiel des salaires des enseignants, des professionnels de la santé et d'autres employés de la fonction publique, ainsi que la somme de 38 millions de dollars en dépenses supplémentaires pour les priorités essentielles déterminées par les ministres et les comités législatifs.

Nous reconnaissons aussi que notre esquisse des finances comporte une part considérable d'incertitude. Je me suis engagé auprès des députés à les consulter sur l'allocation de recettes supplémentaires pouvant résulter du budget fédéral et de présenter un plan de dépenses révisé à cette Assemblée au mois de mai, le cas échéant.

Le budget prévoit aussi environ 151 millions de dollars pour l'infrastructure publique, dont 30 millions de dollars pour financer la rénovation et la construction d'écoles et 37 millions de dollars pour des projets de transport routier.

Nous prévoyons terminer l'exercice 2007-2008 avec un surplus de fonctionnement de 44 millions de dollars. Il est estimé que la dette contractée par le gouvernement pour la fin de l'exercice s'élève à 50 millions de dollars; le total de notre dette directe se chiffre à 189 millions de dollars, montant qui se trouve dans notre limite d'emprunt de 300 millions de dollars.

Il s'agit là des principaux montants. Mais ce que les gens qui écoutent ce discours sur le budget aujourd'hui veulent vraiment savoir, c'est où les fonds seront alloués.

Ce budget reflète notre engagement continu de non seulement gérer les finances de manière responsable, mais aussi de veiller à ce que chaque dollar investi résolve les problèmes les plus criants, soit affecté aux priorités pertinentes et contribue à positionner le territoire pour jouir d'un avenir plus florissant.

Programmes sociaux

Le budget de cette année comprend d'importants investissements dans les programmes sociaux, plus particulièrement en éducation, en soins de santé et en services sociaux.

Comme nous l'avons appris lors des tables rondes de l'automne dernier, les investissements dans ces importants domaines sont essentiels pour veiller à ce que les gens tirent parti des possibilités que la croissance économique engendrera. Les participants nous ont dit que l'argent n'était pas ce qui comptait le plus. Il faut mettre les gens au premier plan, s'assurer que l'économie profite à la population et que les résidents, leurs familles et leurs communautés bénéficient de toutes les possibilités que la croissance économique peut engendrer. Cela signifie accorder de l'importance à l'éducation, pour nous assurer que nos enfants et nos jeunes acquièrent l'éducation et les compétences dont ils ont besoin pour participer pleinement à l'avenir de notre économie. Cela signifie aussi d'avoir des familles et des communautés en bonne santé.

Ce budget reflète ces messages directement. En ce qui a trait au budget total de 286 millions du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation pour cet exercice, nous investirons :

- ◆ 962 000 dollars pour achever la mise en oeuvre des maternelles à temps plein;
- ◆ 1 million de dollars pour augmenter les subsides destinés aux garderies;
- ◆ 3 millions de dollars pour augmenter les services aux élèves;
- ◆ 3,9 millions de dollars pour réduire le rapport enseignant-élèves et offrir des programmes d'éducation physique et d'apprentissage de métiers dans les écoles des Territoires du Nord-Ouest;
- ◆ 301 000 dollars pour soutenir la prestation d'un programme de moniteurs linguistiques et culturels au Collège Aurora; et
- ◆ 175 000 dollars pour améliorer les programmes et les services d'alphabétisation.

De plus, le budget alloue 320 000 dollars au ministère des Transports, pour lui permettre d'embaucher des apprentis qui travailleront avec les ouvriers spécialisés à son service.

Nous continuerons d'investir dans les écoles, en en construisant de nouvelles à Tulita, Gameti, N'Dilo et Yellowknife, en construisant un centre d'apprentissage pour le Collège Aurora à Fort Simpson, ainsi qu'en planifiant une nouvelle école à Inuvik.

Pour ce qui est du ministère de la Santé et des Services sociaux, le budget total de 277 millions prévoit :

- ◆ 360 000 dollars pour un programme de mieux-être destiné aux Autochtones;
- ◆ 137 000 dollars pour la promotion de la réduction du tabagisme;
- ◆ 431 000 dollars pour assumer les coûts grandissants des soins aux personnes âgées et handicapées, ainsi que des services de soins à long terme;
- ◆ 1,2 million de dollars pour augmenter les services de réadaptation;
- ◆ 1,3 million de dollars pour les coûts plus élevés relativement aux médecins et aux services hospitaliers; et
- ◆ 425 000 dollars pour les organismes non gouvernementaux pour assumer les coûts grandissants des services essentiels.

Des mesures seront également prises pour rénover en partie l'Hôpital territorial Stanton et le Centre de santé de Fort Smith, ainsi que consolider les cliniques médicales à Yellowknife. Le ministère de la Santé et des Services sociaux continuera aussi à travailler avec les autres provinces et territoires pour monter des dossiers médicaux électroniques et augmenter l'utilisation de la technologie pour le diagnostic des problèmes de santé.

Le logement demeure une préoccupation importante partout aux Territoires du Nord-Ouest. Au cours de l'année dernière, certains programmes offerts par la Société d'habitation des TNO ont été restructurés, afin d'accorder une priorité accrue à l'augmentation des logements dans les communautés. En 2007-2008, la Société d'habitation alloue 16,25 millions de dollars à son Plan sur les logements abordables ce qui, avec les fonds paritaires supplémentaires qui seront versés par le Fonds pour le logement dans le Nord du gouvernement fédéral, produit un investissement total de 32,5 millions de dollars. Nous prévoyons que ces fonds se traduiront par la construction de 168 unités de logements supplémentaires, dont certaines seront disponibles grâce aux programmes d'accès à la propriété de la Société d'habitation des TNO, alors que d'autres remplaceront de vieilles unités de logements sociaux. Au cours de l'exercice, la rationalisation des programmes existants de la Société d'habitation se poursuivra.

Durant cet exercice, le ministère de la Justice continuera ses travaux visant à renforcer les programmes et services communautaires. Ce budget comprend :

- ◆ 428 000 dollars pour établir un détachement de la GRC à Sachs Harbour;
- ◆ 688 000 dollars pour augmenter les activités des Comités de justice communautaire;

- ◆ 233 000 dollars pour améliorer l'aide juridique; et
- ◆ 1,9 million de dollars supplémentaires pour financer les activités de la GRC à l'échelle des Territoires du Nord-Ouest.

De plus, les ministres responsables des programmes sociaux collaborent à certaines initiatives importantes. La Réforme sur la sécurité du revenu se poursuivra pendant l'exercice 2007-2008 et améliorera le cadre politique qui est déjà en place. Au fil des progrès du travail plus pointu sur cette réforme, cette Assemblée pourrait se faire demander d'envisager l'amélioration de certains programmes importants. Entre-temps, le budget 2007-2008 prévoit :

- ◆ 695 000 dollars pour s'attaquer au problème de l'itinérance;
- ◆ 262 000 dollars pour une stratégie panterritoriale du sport; et
- ◆ 180 000 dollars pour le cadre stratégique sur les choix sains.

Il convient de mentionner que plusieurs des initiatives décrites ci-dessus seront réalisées en partenariat avec des organismes non gouvernementaux se trouvant dans les communautés. Ces organismes représentent une portion importante de notre réseau d'aide sociale.

Gouvernance

Comme je l'ai déjà mentionné, pour ce qui est des communautés, le nouveau pacte pour les municipalités représente une importante réalisation de cette Assemblée législative. Grâce au travail du ministère des Affaires municipales et communautaires, de la NWT Association of Communities et des contributions de nombreux représentants élus et employés de municipalités à travers les Territoires du Nord-Ouest, nous avons restructuré le rôle et les pouvoirs des administrations municipales.

À partir de l'exercice 2007-2008, le gouvernement versera directement aux administrations municipales la somme de 22,5 millions de dollars en formule de financement, pour leur permettre de faire des investissements essentiels dans les infrastructures communautaires, de façon à couvrir les priorités locales. Les administrations municipales recevront 90 millions de dollars en financement direct, soit une augmentation de 10 pour cent par rapport à 2006-2007. En plus du financement pour les infrastructures communautaires, ce budget comprend :

- ◆ 4,1 millions de dollars, pour augmenter les contributions en vertu de la formule de financement municipal;
- ◆ 3 millions de dollars pour augmenter le financement des services d'adduction d'eau et d'égout;

- ◆ 800 000 dollars pour le programme d'assurance municipale; et
- ◆ 150 000 dollars pour financer l'élaboration des plans énergétiques communautaires.

Protection de notre environnement

Nous avons la responsabilité de veiller à ce que l'environnement dont nous jouissons aujourd'hui soit préservé pour nos enfants et petits-enfants. Ce budget comprend :

- ◆ 500 000 dollars en fonds supplémentaires pour terminer les études biophysiques qui nous permettront d'avoir les données nécessaires pour surveiller, évaluer et atténuer les effets des divers projets d'exploitation de ressources naturelles dans la région ouest des Territoires du Nord-Ouest; et
- ◆ 500 000 dollars de plus pour la Stratégie ténnoise de gestion du caribou des toundras, afin d'augmenter nos efforts pour protéger cette importante ressource en déclin.

Au cours de l'année, nous investirons aussi dans l'amélioration de l'efficacité de notre processus d'approbation régulateur, en mettant en valeur le potentiel au sein des Territoires du Nord-Ouest.

Soutien à la croissance économique

M. le président, tous les investissements que je viens de mentionner sont essentiels aux communautés et à la population ténnoise. Et ils contribueront à créer des communautés solides et à mettre en valeur le potentiel de nos résidents, pour qu'ils jouissent d'une vie indépendante, productive et positive.

Mais nous ne pouvons assurer notre avenir en nous contentant d'augmenter les services gouvernementaux et les dépenses publiques. Nous devons bâtir une économie durable, équilibrée et dynamique qui soutiendra nos communautés et notre territoire, tout en engendrant des possibilités pour les futures générations et en leur donnant de l'espoir.

Quand nous examinons l'économie des Territoires du Nord-Ouest aujourd'hui, nous constatons de nombreux signes positifs. Même si les projets d'exploitation de ressources naturelles retiennent la majeure partie de notre attention, notre but est de veiller à la croissance et au développement de tous les secteurs de notre économie. C'était l'un des messages explicites émanant des participants aux deux tables rondes sur la macroéconomie de l'automne dernier. Les gens veulent une économie équilibrée et durable qui ne soit pas uniquement axée sur les ressources et qui tienne aussi compte des petites et des grandes entreprises, du tourisme et des secteurs traditionnels de notre économie. Cela est essentiel pour garantir les avantages à long terme et que les résidents ténnois en profitent directement.

Cet automne, nous nous attendons à ce que la troisième mine de diamants des Territoires du Nord-Ouest entre en production. Cela entraînera plus de possibilités pour les entreprises et les emplois dans le Nord.

Pour ce qui est du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie, notre position est claire. Nous appuyons ce projet et voulons qu'il aille de l'avant. Mais nous devons avoir les certitudes suivantes :

- ◆ la construction et l'exploitation du projet s'effectueront de façon durable sur les plans de l'environnement et de l'économie;
- ◆ les avantages de l'exploitation des ressources du Nord reviendront aux résidents des Territoires du Nord-Ouest, au fil du temps; et
- ◆ le projet sera entrepris de manière à encourager l'exploration et l'exploitation du bassin sur une base aussi vaste que possible.

Durant cet exercice, nous dépenserons environ 1,7 millions de dollars pour financer la planification du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et pour veiller à ce que nos résidents, nos communautés et nos entreprises soient adéquatement préparés à répondre aux demandes et à maximiser les avantages que ce projet engendrera pour notre territoire.

Le gouvernement maintient sa promesse au sujet du tourisme, grâce à la stratégie Tourisme 2010 qui a été déposée à l'Assemblée législative il y a un an, en renouvelant son investissement d'un million de dollars. Cet investissement financera des études de commercialisation, de la formation en tourisme, des travaux d'infrastructure et le développement de produits. Il encouragera l'expansion continue et le développement de cet important contributeur à l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

L'industrie de la chasse et du piégeage est importante dans un grand nombre de nos communautés. L'industrie de la fourrure connaît un regain. Pour appuyer cette croissance, le budget du programme Genuine Mackenzie Valley Fur a été augmenté de 200 000 dollars. Des fonds supplémentaires sont également prévus à ce budget, plus précisément : 120 000 dollars pour le programme d'indemnités accordées aux exploitants de ressources renouvelables dans les communautés; 247 000 dollars au Fonds d'indemnités accordées aux exploitants de ressources renouvelables de l'ouest du Conseil des Métis de Fort Smith; et 211 000 dollars au Fonds d'indemnités accordées aux exploitants de ressources renouvelables de la Première nation de Salt River.

Nous savons que le développement de notre économie exige des investissements dans des infrastructures qui relieront nos communautés, donneront accès à nos ressources et réduiront le coût de la vie et de la conduite des affaires aux Territoires du Nord-Ouest. Pour que cela devienne réalité, un système de transport efficace et efficient est essentiel et nous faisons notre part à ce sujet. Ce budget prévoit plus de 47 millions de dollars pour financer le réaménagement de routes à chaussée et de routes d'hiver existantes, le remplacement de ponts et la rénovation de l'aéroport.

Il est également essentiel de réaliser notre potentiel énergétique et de réduire notre dépendance envers les combustibles fossiles. Le Plan énergétique 2007 fournira un

cadre stratégique orientant les futures décisions du gouvernement en matière d'exploitation d'énergie, d'approvisionnement et de consommation aux Territoires du Nord-Ouest et un plan d'action pour réagir aux préoccupations soulevées par nos résidents. La Stratégie sur les gaz à effet de serre des Territoires du Nord-Ouest qui est prévue complètera le Plan énergétique 2007 en demandant la réduction des émissions afin de protéger l'environnement. Pour appuyer ces deux importantes initiatives, nous poursuivons nos travaux visant à réaliser le potentiel hydroélectrique colossal des Territoires du Nord-Ouest, dont le l'expansion proposée des installations hydroélectriques sur la rivière Taltson.

M. le président, c'était là les principales dépenses du budget de l'exercice 2007-2008.

Initiative sur les recettes

Il y a une autre bonne nouvelle pour tous les résidents des Territoires du Nord-Ouest. Ce budget ne comprend pas de hausse d'impôt.

Franchement, nous voulons garder les impôts aussi bas que possible, particulièrement parce que le coût de la vie, du travail et de la conduite des affaires continue d'être beaucoup plus élevé dans le Nord que dans le reste du Canada. À titre de gouvernement, nous avons l'intention de maintenir une structure d'imposition juste et concurrentielle, laquelle engendrera les revenus dont nous avons besoin pour financer d'importants programmes et services, mais qui encouragera aussi les gens à vivre ici et les entreprises à investir dans la croissance de notre économie.

Depuis le budget de février dernier, nous avons apporté deux changements au régime d'impôt. À partir du 1er juillet 2006, le taux d'impôt sur les grandes entreprises des TNO a été réduit de 14 à 11,5 pour cent. En novembre, nous avons augmenté le crédit d'impôt pour dividendes des résidents des Territoires du Nord-Ouest qui investissent dans des sociétés canadiennes. Ces deux mesures contribuent à faire des Territoires du Nord-Ouest une juridiction fiscale plus concurrentielle. Et notre taux d'impôt visant les petites entreprises est toujours l'un des plus bas au pays.

L'une des tâches importantes que nous poursuivrons cette année est l'augmentation de la déduction existante du gouvernement fédéral pour les habitants de régions éloignées. Cette déduction vise à aider les résidents des trois territoires et des régions du nord des provinces à faire face au coût élevé de la vie dans le Nord. Mais le montant de cette déduction n'a pas changé de façon marquée depuis qu'elle a été introduite en 1988. Entre-temps, le coût de la vie aux Territoires du Nord-Ouest a augmenté de 44 pour cent, approximativement. J'ai écrit à mes homologues provinciaux et territoriaux pour demander leur appui pour obtenir une augmentation de la déduction, afin qu'elle tienne compte de la réalité actuelle. M. le président, ce n'est là qu'un des problèmes que nous présenterons au gouvernement fédéral au cours des prochains mois.

Défis à venir

Je ne peux insister assez sur l'importance et l'urgence de résoudre les problèmes en suspens avec le gouvernement fédéral. Nous avons été patients. Nous avons présenté une argumentation solide et cohérente. Nous avons vu deux rapports nationaux sur la formule de financement des territoires. Ils appuyaient tous deux notre argumentation et recommandaient des changements que nous accueillerions bien.

Mais, en dépit de cela, nous n'avons aucune garantie que les problèmes importants seront résolus rapidement ou au profit des résidents du Nord.

Alors que le gouvernement fédéral récolte les profits de l'exploitation des ressources dans notre territoire, nous devons faire les investissements nécessaires pour développer et maintenir notre économie, protéger notre environnement et préparer nos résidents, et ce, sans les outils nécessaires pour le faire efficacement. Le résultat est que, au lieu de nous permettre d'utiliser nos propres ressources pour devenir moins dépendants du gouvernement fédéral, celui-ci nous tient solidement attachés aux cordons de sa bourse.

Les faits sont évidents. En 2005-2006, de notre territoire seulement, le gouvernement fédéral a reçu 244 millions de dollars en redevances afférentes au pétrole, au gaz et aux diamants. Nous ne recevons rien de ces redevances. Cela n'est pas normal.

Un récent article de Russell Banta concluait que, au cours des cinq dernières années, le gouvernement fédéral a perçu 923 millions de dollars en revenus provenant des ressources en plus des taxes fédérales, ce qui est remarquablement plus que le coût estimatif de 700 millions de dollars de la route du MacKenzie, dont nous avons un besoin criant. Et, en ce qui a trait aux routes, le gouvernement fédéral a la responsabilité de bâtir les nouvelles routes dans notre territoire. Or, depuis 1987, pas un seul kilomètre de nouvelle route n'a été construit aux Territoires du Nord-Ouest, en dépit de notre vaste potentiel pétrolier et gazier et des revenus que le gouvernement du Canada récolte de notre territoire.

Le gouvernement fédéral parle souvent de l'argent qu'il dépense dans le Nord. Et, effectivement, cela semble être beaucoup par habitant. Nous apprécions cette contribution et nous en dépendons beaucoup trop. Mais la vérité, c'est que, alors que nous recevions 18 000 dollars par personne en transferts fédéraux, le gouvernement fédéral percevait près de 16 000 dollars de revenus par personne des Territoires du Nord-Ouest. Ce détail est rarement mentionné.

M. le président, j'aimerais conclure par deux engagements à l'intention des résidents des Territoires du Nord-Ouest.

Premièrement, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour obtenir la résolution de nos trois problèmes en suspens avec le gouvernement fédéral : un arrangement plus convenable et plus durable en matière de formule de financement des territoires; un accord de partage des recettes adéquat pour permettre aux résidents du Nord de profiter de l'exploitation de nos ressources; et une limite d'emprunt plus élevée, pour nous permettre d'investir dans nos besoins essentiels en matière d'infrastructure.

Nous avons attendu depuis assez longtemps. Il est temps que le reste du Canada reconnaisse le potentiel du Nord et qu'il comprenne que nous pouvons devenir une force agissante de l'économie canadienne et un contributeur prospère pour le pays. Mais cela, seulement si nous avons les outils pour déterminer la voie qu'il faut suivre, faire les investissements pertinents et tirer parti des possibilités à venir.

Mon deuxième engagement est la mise en place d'un nouveau carnet de route économique pour les Territoires du Nord-Ouest. J'ai l'intention de tirer parti de l'excellente discussion qui s'est déroulée aux tables rondes de Yellowknife et d'Inuvik. Plus tard dans le courant de la journée, je déposerai un rapport qui décrit ce que nous avons appris à ce jour. Après le budget, l'étape suivante sera de réunir les gens à nouveau pour discuter des questions prépondérantes et nous aider à déterminer l'orientation de notre avenir économique. D'ici la fin de l'été, nous aurons élaboré un cadre stratégique pour guider nos décisions et nous aider à faire les investissements judicieux et les choix les plus pertinents au cours des mois et des années à venir.

Conclusion

M. le président, nous avons du pain sur la planche.

Les deux ou trois prochaines années seront une période capitale pour notre territoire. Ce sera une période où nous allons définir clairement la direction de notre économie. Des développements économiques majeurs vont se produire et ouvrir la voie à une myriade de nouvelles possibilités pour notre territoire. Nous allons forger une relation plus productive avec le gouvernement fédéral et le reste du Canada va commencer à comprendre l'importance du Nord pour l'avenir de notre pays.

Et, surtout, ce sera une période pendant laquelle nous allons commencer à voir l'avenir de la façon dont nous avons toujours espéré et rêvé qu'il se présente. Un avenir où nos traditions affirmées et nos cultures épanouies, le respect de notre environnement et nos espoirs pour nos enfants s'amalgament pour créer un territoire fier et prospère.

M. le président je me réjouis à l'idée de m'attaquer à ces défis de front et de travailler avec vous tous pour réaliser l'avenir que nous désirons pour nous, nos familles, nos communautés et notre territoire.